

**AIDEZ NOUS**

**À DIFFUSER**

**LA NATION**

# **LA NATION**

**QUOTIDIEN D'INFORMATION EN LIGNE FONDÉ LE 21 FEVRIER 2005**

**HUITIÈME ANNÉE N° 841 DU 26 JUIIN 2013**

**1801/2013 : 212e ANNÉE DE LA NATION GUADELOUPE**

**Le 115e numéro de l'année 2013**

**29 pages**

**Distribué à 15 100 personnes**

## **LA CITATION DE LA SEMAINE**

**«Ce sont les passions et non les intérêts qui mènent le monde».**

**ALAIN**

**2013**

**L'ANNÉE**

**SÉNÉGAL**

**MAI 2013 :**

**69 000 CHÔMEURS**

**650 OFFRES D' EMPLOIS**

# SOMMAIRE

AFFAIRES NATIONALES page 2

AFFAIRES MONDIALES page 13

MARCHÉS FINANCIERS MONDIAUX page 19

DROIT, MANAGEMENT, PATRIMOINE page 23

TABLEAU DE BORD GUADELOUPE page 25



## **A**FFAIRES NATIONALES

### **POLITIQUE**

#### **LA TRÈS INSUFFISANCE TRANSPARENCE BUDGÉTAIRE EN GUADELOUPE**

C'est donc le temps de la finance publique et du budget. Les autorités coloniales s'apprêtent à élaborer le budget qui permettra de financer les services publics, la politique

économique et sociale et les subventions aux collectivités territoriales. C'est précisément dans ce domaine qui conditionne tout le reste que s'exprime le mieux la stratégie de la France qui consiste à étouffer la Guadeloupe, à lui enlever toute identité en la privant de chiffres . IEDOM et INSEE ont pour mission d'appliquer cette volonté dans le domaine économique .Leurs soit disant rapports d'activités sont d'aimables parlottes qui font silence sur l'essentiel : pas de PIB détaillé par exemple dans l'immédiat sans que cela ne dérange une collectivité régionale en charge du développement économique et on se demande alors quel développement économique .Le gouvernement de son coté se charge de la dimension budgétaire .Au moment de la loi de règlement , le bilan et le compte de résultat de l'état , pas de données concernant la Guadeloupe .Ce qui a été dépensé sera indiqué au moment de l'élaboration de l'annexe sur les dépenses totales de l'état en Guadeloupe .Quant aux recettes n'en parlons pas , aucune indication sérieuse n'est donnée car pour les autorités coloniales les guadeloupéens n'ont pas à savoir ce qu'ils payent .Ils sont pris en charge par la France .C'est une condition pour qu'ils n'existent pas. Enfin la répartition des dépenses en missions n'est pas cohérente .

Parmi les 27 missions existantes , une seule, la mission outre mer relève du ministère des colonies.Cette mission comporte deux programmes , emploi outre mer et conditions de vie outre mer. D'autres missions ayant la même vocation existent aussi comme la mission solidarité insertion , la mission travail emploi , la mission ville et logement . Les programmes de ces missions sont de la compétence de fonctionnaires extérieurs pour la plupart de la Guadeloupe . Enfin personne ne sait quel est d'état

d'exécution du budget sauf des fonctionnaires cachés dans leur bureau.

La transparence française est donc à géométrie variable. Pour les comptes publics, l'exercice de transparence n'est pas suffisant. Pourtant, les comptes publics, représentent en Guadeloupe 4 milliards d'euros par an soit la moitié de notre PIB de 9 milliards d'euros. Des décisions sont prises sans que les guadeloupéens le sachent y compris les parlementaires. Depuis 2012, on est installé dans la récession, les recettes fiscales s'étiolent, il y a de nouvelles dépenses, et finalement, les seules informations transmises l'ont été à la Commission de Bruxelles et pas au guadeloupéens. La remarque est la même pour les comptes sociaux et des collectivités locales : on ne sait pas grand-chose en cours d'année. Il s'agit d'un manque grave de transparence. Mais si on regarde les choses froidement, les entreprises publient bien des comptes trimestriels et vous pouvez surveiller à tout instant, chaque minute, l'état de vos comptes en banque.

Mais au fond, diront certains, est-ce important de savoir si le déficit public est à 3, 3,7% ou 4% du PIB ? En termes philosophiques, non ! Mais cela a des conséquences pour les contribuables si le gouvernement décide de boucher les trous avec des prélèvements nouveaux ; et cela a des conséquences aux yeux de tous ceux qui font les fins de mois de l'état, les fameux marchés financiers. L'été dernier, on jurait que le déficit ne dépasserait pas les 3% de PIB. Il y a quelques semaines, le gouvernement a changé de pied à cause de la conjoncture et a parlé de 3,7% sans donner beaucoup de détails ; demain, la Cour des comptes dira que cela pourra peut-être monter jusqu'à 4%. Et des économistes parient sur 5%. Tout cela n'est pas négligeable, d'autant plus que les taux d'intérêt auxquels le

Trésor se finance sont remontés ces derniers jours parce que la Réserve fédérale américaine a décidé d'arrêter la planche à billets. Le gouvernement devrait donc en dire plus sur l'état des comptes en Guadeloupe : qui fait quoi et comment et selon quel calendrier . Peu importe que cela soit une loi de finances rectificative, une déclaration, des documents que sais-je. Mais après avoir mis en place le plus formidable tour de vis fiscal depuis longtemps, le minimum est – effectivement - d'en rendre compte.

**LA CONVENTION POUR UNE GUADELOUPE NOUVELLE,** cette année encore, dénonce le manque de transparence et l'exclusion du peuple guadeloupéens et de ses représentants dans l'élaboration et de l'exécution de la politique budgétaire point central de la charte des nations unies que la France a adopté et qu'elle doit appliquer .

Pour permettre aux guadeloupéens de suivre et de participer à ce moment central de la vie de leur pays nous leur donnons quelques explications et quelques chiffres dont cependant la véracité est très lcontestable :

Dans le cadre de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF), l'ensemble des dépenses de l'État fait l'objet d'une double autorisation parlementaire, qui plafonne les crédits et encadre la chaîne de la dépense : les autorisations d'engagement et les crédits de paiement. Les autorisations d'engagement (AE) constituent "la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées". Elles sont entièrement consommées dès l'origine de la dépense, c'est-à-dire lors de la signature de l'acte juridique engageant la dépense de l'État. Les autorisations d'engagement sont le support de l'engagement de dépenses qui peuvent s'étaler sur plusieurs années, comme par exemple pour des investissements, dont la

réalisation et le paiement peuvent être échelonnés sur plusieurs exercices. Les crédits de paiement (CP) représentent "la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement". Ils sont le support de règlement de la dépense engagée au préalable. Dans le cas d'un engagement juridique s'exécutant sur plusieurs exercices, la consommation des CP est échelonnée sur plusieurs exercices budgétaires, jusqu'à atteindre le total des autorisations d'engagement initiales.

### Exemple

Pour un marché d'un montant global de 100 K€ sur deux ans, on aura les ouvertures de crédits suivantes :

Année n

AE : 100 (engagement des dépenses correspondant à l'ensemble du marché)

CP : 50 (correspondant au paiement de la 1ère tranche)

Année n+1

AE : 0 (la dépense a été engagée dans sa totalité en n)

CP : 50 (correspondant au paiement de la 2ème tranche)

Dans cet exemple, on aura ouvert plus de CP que d'AE en année n+1, mais on a bien au total un montant d'AE et de CP égal (100).

**Quelques chiffres tirés d'un document officiel permettent d'avoir une idée sur le montant des données budgétaires :**

**EXECUTION LF 2011( CP ) : 2 209 595 060€**

**PLF 2013 ( CP ) : 2 250 882 765€**

## UN DÉBAT FISCAL ENTRE EUX

Le Premier ministre français se rend aux Antilles du 26 au 28 juin. Il devrait y annoncer une réforme de la fiscalité des colonies, qui bénéficierait de plus d'un milliard d'euros de niches fiscales, principalement sur le secteur productif et le logement social. Nous aimerions bien savoir comment l'administration a évalué ce montant. Probablement en disant que tout impôt appliqué dans les colonies inférieur à la norme fiscale française est une dépense fiscale. Avec un tel argumentaire on peut dire n'importe quoi et on dit n'importe quoi. Pour faire des économies, le gouvernement veut transformer ces niches fiscales en crédit d'impôt. Patronat et parlementaires des colonies qui sont des conservateurs de l'ordre colonial français sont contre. Le point de vue des forces vives n'a aucune importance. Des négociations s'ouvrent cette semaine sur la fiscalité des colonies, avant le déplacement de Jean-Marc Ayrault aux Antilles de mercredi à vendredi.

Depuis avril, entrepreneurs et parlementaires des colonies se battent contre la réforme du gouvernement qui veut transformer en crédit d'impôt le gros milliard d'euros de niches fiscales dont bénéficient les colonies, principalement sur le logement social et le secteur productif. Bercy veut limiter «l'évaporation» d'une partie importante de cette dépense: plus du quart des fonds n'arrive jamais jusqu'aux entreprises, les cabinets de conseil spécialisés en défiscalisation implantés en France croquant au passage environ 28% en frais de dossier divers et variés. Un pactole d'environ 300 millions. Pour y parvenir, Bercy veut «budgétiser» la dépense fiscale en transformant la baisse d'impôt sur le revenu ou sur les sociétés par un système de crédit d'impôt appliqué sur du crédit bail d'équipement et

au bénéfice des bailleurs sociaux (un taux de 38% est évoqué). Une réunion technique sur sa mise en place s'est tenue jeudi dernier à Bercy avec les banques. Mais ces dernières ont refusé de porter seules le dispositif public d'aide aux entreprises des colonies, malgré la carotte de Bercy qui leur promet entre 4% et 10% du crédit d'impôt. Trop compliqué, trop lourd à financer estiment les banques. Le patronat des colonies propose un autre dispositif : d'accord pour la mise en place d'un crédit d'impôt, mais uniquement sur les entreprises de plus de 250 salariés et 50 millions d'euros de chiffre d'affaires. En échange, maintient de la défiscalisation traditionnelle pour les plus petites entreprises et pour les dossiers impliquant des investissements inférieurs à 250 000 euros (au-delà, Bercy doit examiner le dossier et donner son aval). Le logement social devra aussi être épargné.

Les patrons installés en Guadeloupe qui vivent du travail de nous tous font donc un lobbying intense pour garder un dispositif qui à la fois appauvrit la Guadeloupe, les enrichit et organise une tutelle économique permanente de notre pays. Leur argumentaire est simple : la grave crise sociale et économique qui a ébranlé les colonies en 2009 « n'était rien » comparée à la crise que générerait l'arrêt de toute défiscalisation, a mis en garde mercredi le monde économique, à l'adresse du gouvernement qui doit bientôt statuer sur le sujet. « Nous sonnons l'alerte: il y a le risque de plonger les outre-mer dans une crise sans précédent! Et celle de 2009 n'était rien comparée à celle qui nous attend si on stoppe les investissements », a déclaré Jean-Paul Le Pelletier, président de l'Association des chambres de commerce et d'industrie des Outre-mer (ACCIOM). Les incertitudes et la censure du Conseil constitutionnel d'une partie des niches fiscales pour l'outre-mer en janvier « ont déjà créé un trou d'air, les investissements ont diminué de



20 à 50% selon les DOM sur le premier trimestre 2013 comparé à 2012", s'est alarmé M. Le Pelletier, lors d'une conférence de presse. Si le système d'aide fiscale à l'investissement est remplacé uniquement par du crédit d'impôt, « on sera sans capacité d'investir en 2013 mais aussi en 2014 et 2015", a pronostiqué le président de l'ACCIOM. « La crise, cette fois, ce ne serait pas le LKP qui la créerait! », a-t-il dit, en référence au syndicat guadeloupéen à la pointe des revendications en 2009. « La défiscalisation d'aujourd'hui est morte, nous faisons des propositions pour une aide fiscale à l'investissement plus encadrée, plus contrôlée et avec une profession de monteurs en défiscalisation moralisée », a renchéri Jean-Pierre Philibert, président de la Fédération des entreprises d'outre-mer (Fedom). Après des « débats âpres » en interne, le patronat a réussi à s'unir derrière des pistes pour effectivement modifier le système actuel. Si le gouvernement se dirigeait vers un « mix » comportant à la fois de la défiscalisation, par exemple sur le logement social où cela a donné des résultats, et du crédit d'impôt pour les grosses entreprises, le patronat serait « prêt à s'asseoir à la table » pour affiner le dispositif ainsi revu. « Nous avons déjà trois risques naturels outre-mer: le climatique, le sismique et le volcanique, n'en rajoutons pas un quatrième avec la suppression de la défisc' », a lancé M. Philibert.

Pour les nationalistes, conserver une défiscalisation qui a transformé la Guadeloupe notamment en supermarché est inadmissible . Il faut au contraire construire un système économique qui nous donne une réelle souveraineté économique . Cette politique passe le développement de la production guadeloupéenne et pour y arriver une taxation accrue du commerce et de certains services et une protection modulée de notre marché. Cela implique aussi

d'orienter toute l'épargne guadeloupéenne vers le financement de l'appareil productif et la construction d'une nouvelle fiscalité des affaires fondamentalement différent du système français. Enfin une réforme des amortissement serait une solution simple pour booster cet effort .

En tous cas, la Guadeloupe a besoin d'un véritable débat fiscal ouvert à tous et notamment aux organisations syndicales et à l'opinion publique .Les affaires ne sont pas la chasse gardée des chefs d'entreprises .

## **ÉCONOMIE, SOCIAL, SANTÉ**

### **L'INDUSTRIE DE L'ÉNERGIE SOLAIRE ENTRAINE UNE FORTE POLLUTION AU PLOMB**

L'impact des carburants fossiles sur l'environnement est bien documenté. On sait par exemple que les centrales thermiques au charbon émettent des métaux lourds comme le mercure et pourquoi le plomb comme additif dans l'essence est aujourd'hui interdit. Des études récentes mettent en lumière une autre source de pollution assez inattendue : celle liée à la production d'énergie solaire, source universellement considérée comme verte, qui est pourtant loin d'être aussi écologique qu'on le croit. Les résultats d'une recherche publiée dans la revue Energy Policy montrent que les filières chinoise et indienne de l'énergie solaire rejettent de grandes quantités de plomb dans l'environnement. La raison en est que les systèmes d'énergie solaire utilisés dans ces pays utilisent des batteries au plomb pour stocker l'énergie afin de compenser la déficience de leur réseau de distribution électrique. Il en résulte un rejet global de plomb d'au moins 2,4 millions de tonnes, néfaste non seulement pour l'environnement, mais aussi pour l'homme. Une dose unique de plomb en quantité élevée entraîne l'apparition de

graves symptômes mais l'empoisonnement le plus courant est le résultat d'une exposition longue à faible dose. Ainsi il est assez difficile de détecter les premiers signes d'une intoxication et lorsque les symptômes apparaissent, il est souvent trop tard. En effet, l'empoisonnement au plomb nuit gravement à la santé, notamment mentale avec des pertes de mémoire, mais est aussi à l'origine d'une dégradation du système cardiovasculaire et, dans le cas des femmes enceintes, de fausses couches et d'accouchements prématurés. La Chine vient de fermer quelque 583 usines de batteries au plomb et autres suite à de multiples empoisonnements touchant les communautés vivant à proximité. La Chine et l'Inde se fixent pour objectif d'augmenter leur production d'énergie solaire dans les zones mal équipées en réseaux d'électricité classiques. Ainsi, la Chine prévoit la mise en service de 1,6 GW de capacité de production d'énergie solaire d'ici 2020, et l'Inde s'est fixé l'objectif ambitieux de 12 GW de capacité d'ici 2022, en plus de 20 millions de lampes solaires. A titre de comparaison, ces capacités additionnées seraient suffisantes pour alimenter 20 millions de foyers européens (ou 10 millions de foyers américains) pendant un an. Les secteurs chinois et indiens du plomb, des mines d'extraction au recyclage en passant par les fabricants de batterie, sont relativement peu performants et le taux de rejet dans l'environnement est de 33 % en Chine et de 22 % en Inde. Les chercheurs ont comptabilisé le nombre de batteries au plomb employées dans les systèmes d'énergie solaire existant. Si on l'extrapole aux objectifs cités plus haut, on peut en déduire les rejets de plomb associés dans les années à venir. Selon les scientifiques, les nouvelles capacités en énergie solaire des deux pays combinés se traduiront par un rejet de l'ordre de 2 400 kilotonnes dans l'environnement, soit environ un tiers de la production mondiale de plomb. Le recours massif à l'énergie solaire et

aux batteries au plomb n'est pas limité à la Chine et à l'Inde et concerne tous les pays ne disposant pas d'infrastructure de distribution d'électricité, comme les pays en voie de développement. Et ces pays ont déjà largement recours à l'énergie solaire pour satisfaire leurs besoins en énergie. Tant qu'elle reste dépendante de la technologie de stockage de l'énergie basée sur les batteries au plomb, l'industrie solaire doit intervenir et assumer ses responsabilités pour faire en sorte que les fabricants de batteries au plomb soient soumis à des normes de fonctionnement strictes. En l'absence d'une amélioration sensible, et dans le contexte d'une demande croissante, l'emploi de batteries au plomb continuera à se traduire par de la pollution et un risque pour la santé publique.

## **ÉCHEC DES NÉGOCIATIONS ENTRE LES GÉRANTS DES STATIONS SERVICE ET LES AUTORITÉS COLONIALES**

Après l'échec d'hier, l'intersyndicale des gérants de stations-service n'a pas caché sa colère et a refusé de s'exprimer face à la presse. Conviée à la Préfecture de Basse-Terre, elle entendait faire reculer le gouvernement, français en exigeant le retrait du projet de décret ministériel. Pour rappel, ce dernier porte sur la libéralisation du prix de l'essence qui, selon les gérants « met en péril les entreprises et les emplois ». Aussi, en guise de protestation, et comme le 13 juin dernier, les stations-services de Guadeloupe sont fermées depuis hier. Et elles devraient l'être encore aujourd'hui. Mais pour combien de temps ? Les usagers de la route devront-ils attendre jusqu'au 4 juillet prochain ? La Préfète de Région a rappelé qu'à cette date, le Ministre des Outremer, Victorin Lurel, doit recevoir à Paris les gérants de stations-service. En attendant, Marcelle Pierrot, a d'ores et déjà annoncé que des réquisitions sont en prévision, notamment pour

alimenter les véhicules de secours.

## TOUJOURS DU CHÔMAGE

Selon Pôle emploi , fin mai 2013, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits de catégorie A s'établit à 60 930 en Guadeloupe et Îles du Nord. Ce nombre reste quasiment stable par rapport à fin avril 2013 (soit +30). Sur un an, il est en hausse de 5,2 %. Le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits à Pôle emploi s'établit à 68 040 fin mai 2013. Ce nombre diminue de 0,2 % par rapport à fin avril 2013 (soit -120). Sur un an, il croît de 5,4 %. L'offre d'emploi reste ridicule : **650 emplois offerts contre** 1 440 il y a un an et 810 le mois dernier . La situation est grave.

PRÉPARÉE PAR LA RÉDACTION



**A**FFAIRES MONDIALES

## SOCIÉTÉ MONDIALE

### L' AUSTÉRITÉ UNE POLITIQUE PLUS NUISIBLE QU'UTILE

Cette année, lors de leur réunion de printemps à Washington, le FMI et la Banque mondiale ont demandé aux pays européens de relâcher leur politique d'austérité et de donner la priorité aux investissements, une rupture par rapport à leur rhétorique précédente. Mais dans les couloirs de ces deux institutions multilatérales on a parlé d'iniquité. En réalité, la plupart des pays diminuent les dépenses publiques, une mesure qui a la faveur du FMI. Aussi, bien que certains pays du nord commencent à remettre

en question l'austérité, ceux du sud (y compris en Europe) adoptent des mesures d'ajustement budgétaire. Selon les projections du FMI, le trois quart des 119 pays qui diminuent leur budget 2013 (relativement à leur PIB) sont des pays en développement (parmi eux 21 pays à faible revenu et 68 pays à revenu intermédiaire). Quelques 80% des habitants des pays en développement sont touchés par la consolidation budgétaire, et son impact devrait encore augmenter jusqu'à fin 2015. Durant toute cette période, la contraction budgétaire devrait être marquée, avec des dépenses publiques inférieures à leur niveau d'avant-crise pour le quart des pays en développement. Publié en 2010, un rapport que nous avons fait sur la politique d'austérité dans 181 pays montre que cette dernière est surtout appliquée dans les pays en développement, là où les citoyens sont particulièrement vulnérables à leurs conséquences économiques et sociales. 78 pays en développement envisagent en priorité une baisse des subventions et 55 d'entre eux envisagent de les accompagner de mesures sociales destinées à compenser la hausse du prix de l'alimentation, de l'énergie et des transports pour les plus pauvres. La mise en oeuvre d'une protection sociale prend du temps, alors que les gouvernements ne veulent pas attendre pour appliquer leur politique d'austérité. Alors que le coût de l'alimentation devient prohibitif pour beaucoup de foyers, certains gouvernements diminuent les subventions alimentaires ou celles en faveur des produits agricoles (semences, engrais ou pesticides par exemple), ce qui a des répercussions négatives pour la production agricole. De la même manière, les baisses ou limitation du salaire des fonctionnaires qui s'appliquent dans 75 pays en développement sont une menace pour la qualité des services publics, notamment dans les zones rurales pauvres où c'est à une seule infirmière ou à un seul enseignant de décider quels sont les enfants qui seront soignés ou vont aller à l'école. Cette menace est particulièrement lourde dans les 22 pays en développement qui envisagent une réforme du système de santé et dans les 47 autres qui envisagent une réforme des retraites. Examinons ce qu'il en est pour la consommation : 63 pays en développement envisagent une hausse de la TVA. Mais l'augmentation du prix de l'alimentation et des produits de base va toucher de manière disproportionnée les plus pauvres et exacerber les inégalités sociales. Au lieu de couper dans les dépenses, les gouvernements des pays en développement

devraient veiller à l'accès à un travail décent pour tous et à l'amélioration du niveau de vie de la population. Ils doivent reconnaître que l'austérité ne leur permettra pas de réaliser ces objectifs. Bien au contraire, elle va affecter les citoyens les plus vulnérables, creuser l'écart entre riches et pauvres et générer une instabilité sociale et politique. Les mouvements de protestation font tache d'huile dans les pays en développement. Du Printemps arabe aux émeutes de la faim il y a quelques années en Asie, en Afrique et au Moyen-Orient, la population réagit à l'effet cumulé d'un chômage de masse, de la hausse du prix de l'alimentation et de la dégradation des conditions de vie. L'austérité n'a rien d'inévitable ; les gouvernements - même dans les pays les plus pauvres - pourraient adopter une politique en faveur du redémarrage économique qui soit socialement équitable. Cela pourrait passer par la restructuration de la dette, une fiscalité plus progressive (qu'il s'agisse de l'impôt sur le revenu, de la taxe foncière ou de l'impôt sur les sociétés, secteur financier inclus), la lutte contre la fraude fiscale, contre le recours aux paradis fiscaux et les flux financiers illicites. La diminution des revenus des ménages et l'affaiblissement des services publics s'opposent au développement humain, menacent la stabilité politique, freinent la demande et retardent le redémarrage de l'économie. Plutôt que de s'entêter à appliquer une austérité qui est plus nuisible qu'utile, les responsables politiques devraient choisir une autre voie : une politique qui contribue au progrès social et économique.

### **Isabel Ortiz et Matthew Cum**

**Isabel Ortiz** est directrice du Programme de justice sociale mondiale dans le cadre de l'Initiative pour un dialogue politique. Elle a occupé des postes à responsabilité au sein de l'Unicef, du département des affaires économiques et sociales de l'ONU et de la Banque de développement asiatique.

**Matthew Cummins** a travaillé pour le Programme de développement de l'ONU et à la Banque mondiale.

## **AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBE**

### **MADURO EN VISITE OFFICIELLE EN HAÏTI**

Entre Haïti et le Venezuela, c'est l'amour parfait. Hugo Chavez l'avait montré, son successeur veut assurer que rien n'a changé. Accompagné de son épouse, le chef de l'Etat vénézuélien, qui a visité Haïti mardi, a donné cette garantie et témoigné des bienfaits des ancêtres haïtiens pour son pays. « Comme le disait le président Chavez, nous avons une grande dette envers Haïti. C'est une dette d'histoire, une dette morale. Elle ne peut pas être payée avec de l'argent, mais avec l'amour », a déclaré Nicolás Maduro. Il a rappelé l'émotion qu'a dégagée son prédécesseur qui a visité Haïti une seule fois en 2007 mais qui n'a pas pu retourner à cause de sa maladie ayant entraîné son décès. « Chavez était très malheureux de n'avoir pas pu visiter Haïti bien avant. Il était très malheureux aussi de n'avoir pas pu y retourner. Aujourd'hui, nous sommes venus pour lui. Nous sommes ici parce que nous sommes ses fils. Quand nous sommes là, Chavez est là. En corps et en âme », a poursuivi le président vénézuélien en début de soirée au cours d'un point de presse conjoint avec son homologue au palais national. Au milieu de la journée, juste après son arrivée, le président du Venezuela, qui a été reçu par le couple présidentiel haïtien et le Premier ministre Laurent Lamothe, a déposé des gerbes de fleurs aux pieds des ancêtres au Champ de Mars. Quelques minutes après, la délégation s'est rendue au Musée du panthéon national avant d'entrer au Palais national. Ne pouvant pas visiter les différents projets financés par le fonds PetroCaribe, le gouvernement a préparé une présentation sur power point pour le président de la République bolivarienne qui a visité Haïti pour la première fois. Cette partie était fermée à la presse. En guayabera blanche, pantalon noir, Nicolás Maduro n'a pas manqué d'égratigner les capitalistes qui, a-t-il dit, profitent toujours des crises. Selon le président vénézuélien, avec la solidarité, une autre Caraïbe est possible. « Nous sommes ici pour montrer la solidarité du peuple haïtien. Nous sommes en Haïti avec le cœur de tout le peuple vénézuélien, à l'exception d'une minorité toute petite, raciste et anti-chrétienne », a déclaré le successeur de Hugo Chavez sous les vivats de l'assistance au Palais national. « Tout ce qui se fait ici en Haïti est positif, mais on peut faire beaucoup plus, a poursuivi



Nicolàs Maduro. L'heure du peuple haïtien doit arriver. L'heure de sa prospérité et de pouvoir se dépasser. Et cette heure sera l'heure de tous et de toutes. Ce sera l'heure de l'Amérique latine et de la Caraïbe », a ajouté le chef de l'Etat en critiquant la vision mesquine de certains pays capitalistes. « Nous allons progresser tous par le chemin de la coopération, du développement partagé, de la solidarité. Il faut que l'on apprenne l'un de l'autre », a soutenu Nicolàs Maduro qui n'a cessé de souligner la reconnaissance de son pays envers Haïti, notamment Alexandre Pétion qui a donné 6 000 fusils à Bolivar de libération du Venezuela. Aujourd'hui, Michel Martelly, qui souhaite que l'on trouve une formule pour pérenniser le fonds PetroCaribe, ressent un sentiment de fierté. « Heureusement que nos ancêtres ont servi et bien servi, a indiqué le président de la République. Heureusement qu'ils ont servi une Amérique latine honnête et reconnaissante. Vive les relations et la coopération haïtiano-venezueliennes. Vive le Venezuela ! »

## **AFRIQUE**

### **TOURNÉE DE OBAMA EN AFRIQUE**

Le président américain entame aujourd'hui une tournée en Afrique, lors de laquelle il visitera dans l'ordre le Sénégal, l'Afrique du Sud et la Tanzanie. En ne foulant qu'une seule fois le sol africain lors de son premier mandat, il avait beaucoup déçu le continent. Sa nouvelle tournée va-t-elle ouvrir une nouvelle ère ? Il était temps. Quatre ans et demi à la Maison Blanche sans aller en Afrique subsaharienne, à l'exception d'une escale de vingt et une heures au Ghana, en juillet 2009... Il était temps que le président américain foule de nouveau le sol africain. Le jour de sa réélection, Lindiwe Zulu, une conseillère du chef de l'État sud-africain Jacob Zuma, avait lancé : « S'il ne vient pas pendant son second mandat, on ne le lui pardonnera pas. » Même l'un de ses collaborateurs à la Maison Blanche, Ben Rhodes, reconnaît ouvertement que l'absence du président américain a « beaucoup déçu » le continent. Barack Obama a donc entendu le message. Du 26 juin au 3 juillet, il se rendra dans trois pays : le Sénégal, l'Afrique du Sud et la Tanzanie. Pourquoi ce choix ? « Parce qu'il voit sa tournée comme un prolongement de sa première visite de 2009, confie l'un de ses proches. À Accra, il a encouragé la démocratie et la bonne

gouvernance. Aujourd'hui, il va dans des pays qui appliquent ces principes. » De fait, depuis sa première élection, Obama choisit avec soin les chefs d'État africains qu'il reçoit à Washington. Témoin cette « rencontre de solidarité démocratique » organisée en mars dernier à la Maison Blanche, avec la Malawite Joyce Banda, le Sierra-Léonais Ernest Bai Koroma, le Sénégalais Macky Sall et le Cap-Verdien José Maria Pereira Neves. Les putschistes et les présidents à vie ne sont pas les bienvenus. « Le Sénégal est l'un des rares pays d'Afrique de l'Ouest où il n'y a jamais eu de coups d'État, souligne un diplomate américain. Et, malgré toutes nos inquiétudes, le pays est sorti par le haut de la présidentielle de 2012. » Il est vrai que, lors de la dernière année de son régime, Abdoulaye Wade a subi de multiples pressions de la part des Américains, qui voulaient le dissuader de modifier la Constitution et de passer en force. Ses relations avec l'ambassadrice américaine à Dakar étaient devenues exécrables. Aujourd'hui, Macky Sall - l'ancien cadre pétrolier qui possède un appartement à Houston, au Texas - est dans les petits papiers de Washington. Déjà, en août 2008, il avait eu la bonne idée d'aller assister à l'investiture du candidat Obama lors de la convention démocrate... À chaque étape, Barack Obama s'adressera à la fois au pays et à la sous-région. À Dakar, du 26 au 28 juin, il insistera sur la nécessité de lutter contre le jihadisme au Sahel et la piraterie dans le golfe de Guinée. « Ça tombe bien, glisse un membre du gouvernement sénégalais. En septembre dernier, quand les Français ont sonné le tocsin à l'ONU à propos du Mali, les Américains ont traîné les pieds, notamment à cause de Susan Rice, leur ambassadrice à l'ONU [devenue depuis secrétaire à la sécurité nationale], qui était résolument hostile à une intervention armée au Sahel. Aujourd'hui, nous espérons qu'ils ont tiré la leçon des événements de janvier. » Le président américain s'exprimera-t-il aussi sur la guerre contre Boko Haram, dans le nord du Nigeria ? Pas sûr. « Les Nigériens ne sont pas du tout contents qu'Obama s'arrête en Afrique du Sud et pas chez eux, souffle l'un de ses conseillers. Ils nous l'ont fait savoir. Pas la peine de jeter de l'huile sur le feu. »

**PRÉPARÉ PAR JACQUES DAVILA**



# ÉTAT DES MARCHÉS

## AFRIQUE

**JOANNESBURG :** L'indice TOP40 a augmenté de 390.54 points, 1.14%, pour clôturer à 34,577.97.

## AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

**JAMAÏQUE :** La JSE All Composite a reculé de 229,71 points (0,26%) pour clôturer à 88,512.59.

**TRINIDAD :** L'indice composite a reculé de 0,04 points (0,00%) pour clôturer à 1,126.16. .

**BRÉSIL :** L'indice Bovespa de Sao Paulo a augmenté de 0,59% ( 278,94 points ) pour clôturer à 47,171.98 .

**MEXIQUE:** L'index IPC a augmenté de 903.50 points, 2,38 %, dans un volume de 379,067,101 pour clôturer à 38,805.27.

## ASIE

Après deux folles journées, les marchés asiatiques retrouvent leur sang froid ce mercredi matin, en partie rassurés par un communiqué publié par la banque centrale chinoise. A Shanghai, l'indice Composite, qui a décroché de 5,3% lundi et cédé 0,2% hier, abandonne 0,9% en séance, tandis que Hong Kong, à l'inverse, regagne 1%. De son côté, l'indice Nikkei cède 1% peu avant la fin de la séance à Tokyo, tandis que Taiwan rebondit de 1,6%, Séoul grappille 0,1% et Sydney remonte de 1,4%. Enfin, Singapour avance de 0,3% et Bombay (indice BSE Sensex) reste proche de l'équilibre (-0,09%). Les marchés saluent notamment la publication, hier, de statistiques américaines rassurantes dans l'immobilier (indice Case-Shiller meilleur que prévu pour avril) et la consommation (confiance des consommateurs) remontée au plus haut depuis 5 ans. Des chiffres qui ont permis à Wall Street de

progresser (+0,7% pour le Dow Jones et +0,8% pour le Nasdaq), de même que les marchés européens (+1,2% pour l'EuroStoxx 50)...Surtout, la banque centrale chinoise a soulagé les investisseurs en sortant enfin de son silence, face à un début de panique sur les marchés chinois, menacés de paralysie par une flambée des taux interbancaires... Dans un communiqué, la Banque populaire de Chine (PBoC) a indiqué hier après-midi qu'elle était prête à apporter des liquidités aux banques qui en auraient besoin, et dont le bilan est sain. S'engageant à piloter les taux interbancaires vers des niveaux "appropriés", la banque a aussi confirmé pour la première fois être intervenue en fin de semaine dernière pour soutenir certaines banques afin de stabiliser les taux interbancaires. Ces propos ont entraîné une nette détente sur les taux interbancaires chinois, qui avait flambé jusqu'à 14% vendredi dernier (pour le jour le jour), et reviennent ce mercredi autour de 4%...Cependant, les investisseurs chinois continuent de se montrer nerveux, la banque centrale ayant aussi réaffirmé sa volonté de purger les marchés bancaires de ses excès, ce qui a renforcé le sentiment que son soutien ne se ferait que sélectivement aux établissements financiers, notamment ceux du secteur informel... La PBoC a répété que, selon elle, il n'y avait pas de pénurie globale de liquidité, et a estimé que la tension actuelle sur les taux allait s'estomper progressivement.

## **ÉTATS UNIS**

Wall Street clôture en nette progression malgré la révision en forte baisse de la croissance de la première économie mondiale au 1er trimestre 2013. Selon la dernière estimation du gouvernement, le PIB américain a finalement progressé de "seulement" 1,8% sur les trois premiers mois de l'année contre une hausse de 2,4% en seconde estimation. Une annonce qui soulage paradoxalement les marchés qui craignent un resserrement rapide de la politique monétaire accommodante de la Fed. Les récentes statistiques tendent néanmoins à montrer une accélération de l'économie américaine au second trimestre. En outre, les propos de la banque centrale chinoise ont également rassuré ce matin. Sur le front des entreprises l'actualité est restée assez calme. On retiendra toutefois la publication trimestrielle de Monsanto, dont les ventes ont quelque peu déçu. Le DJIA grimpe finalement de 1,02% à 14.911 pts alors que le Nasdaq progresse de 0,85% à 3.376 pts. Le

S&P500 gagne de son coté 0,96% à 1.603 pts. L'économie américaine a progressé sur un rythme annualisé de 1,8% au 1er trimestre 2013, d'après la troisième et dernière estimation du gouvernement. La précédente évaluation était de +2,4%, tout comme le consensus des économistes de la place. Les dépenses de consommation ont été révisées en forte baisse, grimpant au rythme de 2,6% (contre 3,4% pour l'estimation précédente). L'indice de prix "core-PCE" a augmenté de 1,5% contre 1,2% précédemment. Cette révision en forte baisse de la croissance de la première économie mondiale sur les trois premiers mois de l'année reflète des dépenses personnelles de consommation moins fortes qu'initialement estimé, mais également une contribution finalement négative des exportations au PIB et une faible hausse de l'investissement fixe non résidentiel. Des éléments qui n'ont été qu'en partie compensés par une révision à la baisse des importations.

## **EUROPE**

Les Bourses européennes ont clôturé en hausse mercredi, soutenues par les propos de Mario Draghi sur le maintien de la politique accommodante de la BCE, la promesse de la banque centrale chinoise de prévenir tout assèchement du crédit et la progression du moral des ménages allemands. Les marchés ont également profité de la révision en forte baisse de la croissance du PIB américain du premier trimestre alors que la Fed a conditionné la modération de ses injections de liquidités au redressement de l'économie américaine. L'indice CAC 40 a clôturé en hausse de 2,09% à 3.726,04 points, enregistrant ainsi sa plus forte progression en une séance depuis fin avril. La Bourse de Londres a pris 1,04%, celle de Francfort 1,66%, Milan 2,03% et Madrid 2,83%. L'indice Euro Stoxx 50, qui regroupe les principales valeurs de la zone euro, progresse de 2,29% en clôture provisoire. Du côté des banques centrales, Mario Draghi, président de la BCE, a indiqué que la fin des mesures exceptionnelles de la BCE était "lointaine", et la Banque populaire de Chine a fourni des liquidités à certaines banques qui peinaient à en trouver, se disant prête à continuer de jouer ce rôle en cas de besoin.

## CHANGE

L'euro restait orienté à la baisse mercredi face à un dollar toujours soutenu par la publication de bons indicateurs macroéconomiques américains qui ont renforcé l'optimisme des cambistes sur la vigueur de la reprise économique des États-Unis. Vers 13H00 GMT, l'euro valait 1,3047 dollar contre 1,3083 dollar mardi vers 21H00 GMT. La monnaie unique européenne est tombée vers 10H35 GMT à 1,3014 dollar, son niveau le plus faible depuis le 3 juin. L'euro cédait également du terrain face au yen, à 127,13 yens contre 127,95 yens mardi soir. Le dollar baissait aussi face à la monnaie japonaise, à 97,43 yens contre 97,80 yens la veille au soir. "Après une période de forte volatilité, les marchés semblent avoir trouvé de solides bases", grâce à des indicateurs pointant une reprise de la première économie mondiale, commentait Anita Paluch, analyste chez Gekko Markets. Vers 13H00 GMT, la livre britannique se stabilisait face à l'euro, à 84,83 pence pour un euro, et baissait face au billet vert, à 1,5380 dollar pour une livre. La devise helvétique progressait face à l'euro, à 1,2256 franc suisse pour un euro, mais reculait face au billet vert, à 0,9394 franc pour un dollar. L'once d'or a terminé à 1.229 dollars - juste avant de tomber à 1.224,18 dollars, son niveau le plus faible depuis fin août 2010 - contre 1.279 dollars mardi soir. La devise chinoise a fini à 6,1476 yuans pour un dollar contre 6,1449 yuans la veille.

## MATIÈRES PREMIÈRES

**L'once d'or** plonge de -4% (-50\$) en quelques heures à Londres, pulvérisant le palier des 1.268/1.269 correspondant à l'ex-zénith quasi historique du 21 juin 2010. A 1.220\$, l'or testerait son ex-zénith des 2/3 décembre 2009, à 1.185Pts, le métal précieux aura accompli un retracement de 38,2% par rapport à son record absolu des 1.911\$ du 6 septembre 2011. Aux niveaux actuels, l'or se retrouve en-deçà de ses coûts de production dans la quasi totalité des mines sud-africaines et nord américaines. Au-delà du dégonflement de la spéculation, des éléments 'fondamentaux' devraient commencer à freiner une décrue qui s'apparente à une capitulation.

**Les cours du pétrole** reculaient mercredi en fin d'échanges européens, le marché s'inquiétant de la vigueur de la demande d'or noir aux États-Unis, le premier consommateur mondial de cette source d'énergie, après une révision à la baisse de la croissance du PIB américain et la stabilisation des stocks de brut dans le pays. Vers 16H00 GMT (18H00 HEC), le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en août valait 100,99 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 27 cents par rapport à la clôture de mardi. Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de "light sweet crude" (WTI) pour la même échéance perdait 58 cents, à 94,75 dollars. "Les prix du brut ont décroché (mercredi) après-midi à cause du rejaillissement des craintes sur la demande après la publication de données économiques décevantes (aux États-Unis)", expliquait Fawad Razaqada, analyste chez GFT Markets.

**PRÉPARÉE PAR LA RÉDACTION**



**MANAGEMENT, PATRIMOINE , DROIT**

## **LE RÉGIME DES PLUS-VALUES MOBILIÈRES**

Tous les gains issus de la vente de valeurs mobilières, quelles qu'elles soient, sont imposables. Toutes les ventes sont concernées (ventes, échanges, apports, etc) et tous les titres (actions et obligations cotées ou pas, parts de sociétés soumises à l'Impôt sur les sociétés, certificat d'investissement, bons de souscription, Sicav, Fcp, etc.). Le montant de la plus-value (ou moins-value) imposable est égal à la différence entre le prix de cession et le prix d'acquisition. Le prix de cession, dans le cas des ventes en bourse, est égal au cours auquel a été faite la transaction. Les commissions de négociation et les frais de courtage

sont déductibles. Dans le cas où il existe une clause d'intéressement, les éventuels compléments reçus ultérieurement sont imposables lors de leur versement. A l'inverse, les reversements d'une partie du prix de vente, dans le cas, par exemple, d'une clause de garantie de passif, sont déductibles.

## **LE PRIX MOYEN D'ACQUISITION**

Le prix d'acquisition, dans le cas des ventes en bourse, correspond au cours d'acquisition des titres, augmenté des commissions et frais de courtage. Quand des titres identiques ont été acquis à des prix différents, le vendeur est imposé sur la base d'un prix d'acquisition moyen. Exemple : vous achetez deux cents titres à 100 euros, puis huit cents titres à 200. Vous les revendez 300. Prix d'acquisition =  $[(100 \times 200) + (200 \times 800)]/1000 = 180$ . Plus-value par titre = 120 euros. Dans le cas d'une cession dans le cadre d'une transmission, la valeur retenue est celle qui sert de base au calcul des droits de donation ou de succession. Attention, si l'épargnant est incapable de justifier d'un prix d'acquisition quelconque (pour des titres reçus par don manuel non déclaré au fisc), le fisc va considérer que le prix d'acquisition est nul. Votre plus-value sera alors égale au prix de vente des titres : dissuasif!

## **DE PROFONDS CHANGEMENTS EN 2012**

L'imposition des plus-values mobilières a été profondément modifiée en 2011 en 2012. En 2012, les plus-values mobilières subissent un taux de relevé à 19%, auquel s'ajoutent les prélèvements sociaux, passés l'an dernier, de 12,3% à 13,5%. Soit un taux de 32,5%. Jusqu'en 2011, il existait aussi un « seuil de cession » à partir duquel se déclenchait le mécanisme de l'imposition des plus-values. Celui-ci a été supprimé : les plus-values sont donc désormais imposées dès le premier euro... De manière



équitable, vous pouvez déduire vos moins-values mobilières des 10 dernières années des plus-values de l'année. Ces moins-values sont celles qui ont été constatées les années où vous avez dépassé le seuil de cession en vigueur à l'époque. Ainsi, si vous aviez dépassé le seuil de cession de 25 830 euros en 2010 et enregistré une moins-value, vous pourrez l'imputer sur vos plus-values imposables pendant encore huit ans. Mais si vous n'aviez pas dépassé ce seuil de cession, attention ! votre moins-value est « perdue ». En principe, ce montant de vos moins-values antérieures reportables figure sur votre dernier avis d'imposition !

### **LE SAVIEZ-VOUS ?**

Quand les titres ont été acquis par donation ou succession, le prix d'acquisition est la valeur retenue pour le calcul des droits au moment de la transmission. Mais les droits de donation ou de succession ne peuvent pas être ajoutés au prix d'acquisition.

**PRÉPARÉE PAR MYRIAM ROMUALD**



## **TABLEAU DE BORD**

### **LE SMIC**

Le montant du SMIC horaire brut est fixé, à partir du 1er janvier 2013 à 9,43 euros de l'heure. Avec cette hausse de 0,3%, le salaire minimum passe à 1430,22 euros bruts mensuels pour 35 heures.

Avec la prise en compte de l'accord BINO le salaire minima est de: **1679,7 € brut**

**mensuel** dont **254€** de prime BINO. Avec les critères de Guadeloupe les chiffres sont : **9,50 brut ; 1440,86 brut.**

## **INDICE DU COÛT DE LA CONSTRUCTION:**

Au 3e trimestre 2012, l'indice des loyers commerciaux est à 108,17 points et augmente de 2,72% sur un an.

Au 3e trimestre 2012, l'indice du coût de la construction est à 1648 points et augmente de 1,48% sur un an.

## **POPULATION**

POPULATION 2011: 401 784 habitants

## **OFFRE**

PIB 2011 : 7 910 dont 34 % de PIB non marchand ( 2 690 )

IMPORTATIONS 2011: 2 664

RESSOURCES TOTALES : 10 853

## **DEMANDE**

CONSOMMATION 2011: 8 488 ( 5 126 ménage et 3 362 administration )

INVESTISSEMENT 2011 : 1 476

EXPORTATIONS 2011 : 889

DEMANDE TOTALE : 10 853

## **PRIX**

MARS 2013 : 0,8% sur un mois ; 1,9 % sur un an

## **EMPLOI , CHÔMAGE**

DEMANDEURS D'EMPLOI ( A B C ) EN AVRIL 2013 : 68 160 ( +1,4% sur un an ).

OFFRES D'EMPLOI EN AVRIL 2013 : 450 ( - 4,1% sur un an )

EMPLOI MARCHAND au 30 septembre 2012 : 49,8 (dont 8,5 industrie , 7,5 construction, 33,8 service marchand )

EMPLOI NON MARCHAND EN 2010 : 48577 dont 36 282 fonctionnaires ( état 15212, collectivités locales 15 729 , santé 5341).

## **ENTREPRISES CRÉÉS**

NOMBRE D'ENTREPRISES CRÉÉES en 2012 : 5015

**PRÉPARÉE PAR L'OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE**

**MESSAGE DE LA CONVENTION POUR UNE GUADELOUPE NOUVELLE**

**SE RASSEMBLER**

**POUR**

**CHANGER**



# LA NATION

**PUBLICATION DU GROUPE MÉDIA CARAÏBE : 22 BIS  
RUE ALEXANDRE ISAAC POINTE À PITRE GUADELOUPE**

## INTERNET

### SITE INTERNET :

<http://www36.jimdo.com/app/s060009c26218383e/p0f5a47fdd2282739/>

**FACEBOOK:** <http://www.facebook.com/pages/La-Nation/157867524265289>

**YOUTUBE:** [http:// www.youtube.com/user/paludore](http://www.youtube.com/user/paludore)

## RÉDACTION

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION ET RÉDACTEUR EN CHEF : **ELUTHER JEAN PAUL**  
COMITÉ DE RÉDACTION : José Ayassamy ; Romuald Myriam ; Jacques Davila; Wesley aminata.

## ADMINISTRATION :

PRÉSIDENT DU CONSEIL D ADMINISTRATION : DAVILA JACQUES

COORDONNATEUR ADMINISTRATIF:

Abonnement : 0690 40 42 55 ;

Publicité : Régie Caraïbe de publicité 0690 40 42 55 ;

Agence de presse : Média info



**Pensez ENVIRONNEMENT : n'imprimez que si nécessaire.**

**MERCI DE  
DIFFUSER  
LA NATION**

**ÉCRIVEZ NOUS.  
VOTRE POINT DE VUE NOUS INTÉRESSE**